

## Nouvelles locales des lundi 28 et mardi 29 octobre 2013

@rib News, 29/10/2013 | Politique - Le barreau de Bujumbura trouve que le président de la République et son gouvernement n'ont pas le droit de modifier la constitution. Le président de ce barreau remarque que même si l'article en prévoit une retouche, tout comme la révision et l'abrogation ne peuvent intervenir qu'après consultations entre les acteurs qui ont participé à sa rédaction puisque personne n'a le droit de modifier une convention comme bon lui semble. Maître Isidore Rufyikiri constate qu'il s'agit plutôt d'une peur des dirigeants actuels de perdre les élections de ce fait, ils font tout pour le tout afin de ne pas se retrouver derrière les barreaux suite aux fautes qu'ils ont commises depuis leur accession au pouvoir en 2005. Il appelle toute la population à vaincre la peur afin de refuser que la démocratie soit accaparée par des forces négatives. Il interpelle la communauté internationale à agir afin d'éviter une apocalypse qui s'annonce. [bonesha]

- Le président du parti MSD dans la commune de Kanyosha dans la province de Bujumbura dit qu'il a été malmené par des Imbonerakure sur la colline Coga de la zone Muyira de la même commune. Il précise que ces jeunes lui ont pris tout le matériel de son parti dont il disposait et voulaient même le tuer après avoir déchiré la lettre d'autorisation de tenue de réunion que l'administrateur communal de Kanyosha lui avait donnée. Il demande la restitution de son matériel ainsi qu'une prise de conscience de la part des membres du parti au pouvoir qui semblent ne pas connaître ou veulent ignorer sciemment ce que c'est que la démocratie. [rpa]- Selon le parti MRC Rurenzangemero, le parti CNDD-FDD veut enterrer les apports des accords d'Arusha en voulant modifier la constitution d'une manière unilatérale. Selon le porte-parole de ce parti, ces accords d'Arusha ont été le fruit de longue durée de négociations entre les burundais sous la supervision de la communauté internationale. Juvénal Ngorwanubusa constate ainsi que le pouvoir actuel n'a pas le droit de modifier la constitution issue de ces accords sans consulter les autres forces du pays, mais trouve qu'il faut se mettre ensemble afin de dégager un texte de consensus acceptable par tous. Selon lui, si tel n'est pas le cas, le parti au pouvoir aura commis une faute lourde et ce qu'il aura fait ne va engager que lui seul et par conséquent deviendra caduque aux yeux des autres. [rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro]-

Le parti MSD demande au nouveau premier vice-président de la République de suspendre la procédure de révision de la constitution. Selon un communiqué rendu public ce mardi, ce parti lui demande de mettre sur pied un cadre de dialogue incluant les partenaires politiques, les associations de la société civile ainsi que les confessions religieuses afin de recueillir des informations nécessaires à cette révision. C'est cela qui sera conforme aux déclarations du président du parti Uprona, ajoute ce même communiqué. En effet, Charles Nditije avait affirmé ce dimanche à Gihanga dans la province de Bubanza que la révision de la constitution ne peut en aucun cas se faire en dehors du dialogue national à ce sujet. Le porte-parole du président de la République a quant à lui fait savoir que la présidence n'a pas encore eu le temps d'exprimer à ce sujet. Léonidas Hatungimana a estimé qu'une interministérielle est en train de se pencher sur ce travail et que, le moment venu, la présidence de la République va s'exprimer. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro] | Droit de l'homme - Les députés du Burundi au sein de la Communauté africaine dénoncent l'attitude de la Tanzanie face aux Burundais dits irréguliers dans ce pays qui sont refoulés en violation de leurs droits. Selon le représentant de ces députés, vivre irrégulièrement dans un pays ne signifie pas nécessairement qu'on doit subir les traitements comme ceux que les burundais ont subis. Jérôme Ngendakumana fait savoir que la question est en train d'être débattue par les concernés. Il profite de cette occasion pour demander aux autres pays membres de cette communauté de respecter les droits de l'homme comme stipulé dans la charte de cette communauté. [isanganiro]

Economie - Tenue depuis ce lundi à Bujumbura d'une réunion des bailleurs du Burundi. Lors des cérémonies d'ouverture de cette dernière, le président de la République a affirmé que le pays a fait grand chose et il a admis qu'il reste encore à faire surtout dans le domaine de l'énergie, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Pierre Nkurunziza a aussi admis qu'il y a des signes de manque de tolérance entre les membres de certains partis politiques et des cas d'insécurité suite aux conflits fonciers et aux vols. Il a aussi ajouté que le Burundi attend beaucoup de ces bailleurs puisque son économie souffre actuellement. Selon le représentant du secrétaire général du Conseil des Nations Unies, le Burundi doit continuer le dialogue avec les autres partenaires internes afin de mettre fin aux problèmes politiques. Parfait Ananga Onyanga a ajouté que d'autres efforts doivent être déployés dans le domaine de lutte contre la mauvaise gouvernance. Le représentant de l'Union Européenne a quant à lui demandé que le pays fasse un effort afin de mettre sur pied de bonnes lois et éviter des lois comme celle sur la presse au Burundi qui contient des dispositions contraires à la constitution et aux textes internationaux. Il a aussi précisé que si ces conditions ne sont pas réunies par le gouvernement burundais, certaines des bailleurs peuvent ne pas accorder leurs subventions. [rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro]-

La réunion s'est poursuivie ce mardi et les bailleurs ont apprécié le pas que le Burundi a franchi. Le commissaire à la paix pour le Burundi a fait savoir que la constitution doit être révisée après un dialogue national entre tous les acteurs de la vie du pays. De son côté, le représentant du secrétaire général du Conseil des Nations Unies a précisé qu'au cours du mois prochain, une réunion sera organisée pour évaluer l'état d'avancement de l'application de la feuille de route convenue entre les politiciens au mois de mars de cette année. Alors que le représentant du FMI a estimé que le Burundi a besoin de liquidités vu la faiblesse de son économie, le représentant de la Banque Mondiale a annoncé que cette institution va appuyer le secteur de l'énergie. Il a signifié que la construction de barrages électriques sera la priorité, étant convaincu que les investisseurs peuvent être attirés par la suffisance de l'énergie électrique. [rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro]

Sécurité - Tension dans les enceintes de l'université de Mutanga du nuit de ce dimanche à lundi. Selon des informations en provenance du campus universitaire de Mutanga, des rumeurs circulaient dans ce campus qu'il y aura une attaque des personnes inconnues. Certains étudiants, surtout ceux des pavillons qui devraient être la cible de cette attaque, n'ont pas passé la nuit au campus, d'autres ont passé une nuit blanche. En plus, des éléments de la police avaient été déployés en surnombre vers 23h suite aux informations que certains des étudiants avaient donné aux autorités rectores. Néanmoins, le directeur de la Régie des Universités semble minimiser l'ampleur de la situation. En effet, Anatole Nzinahora trouve que la sécurité est bonne

dans le campus et que ceux qui diffusent des rumeurs d'attaque ont d'autres motifs qui ne sont pas avoués.

[bonesha/rpa/isanganiro]- Le recteur de l'université du Burundi fait savoir qu'il a tenu une réunion avec tous les membres de cette institution le soir de ce lundi. Le professeur Gaston Hakiza constate avec amertume que des questions liées aux problèmes ethniques se sont fait remarquer même au cours de cette réunion. Selon lui, cela devient une habitude que de telles questions s'observent à l'approche des élections des représentants des étudiants. Il leur demande de prendre conscience de l'état actuel des choses et d'écouter des représentants à la hauteur de leur mission quelque soit leur appartenance ethnique. Il a promis qu'il va donner des conseils aussi longtemps que les étudiants en auront besoin.

[rtnb/bonesha/isanganiro]- Le marché de Gitaramuka de la province de Karuzi a pris feu la nuit de ce lundi à mardi. Tous les kiosques de ce marché sont partis en fumée de même que les marchandises qu'ils contenaient. Des sources policières et administratives font savoir que l'origine de ce feu n'est pas connue. Mais, le police fait savoir qu'elle a commencé des enquêtes tout en ajoutant qu'elle a organisé une fouille perquisition afin de saisir les marchandises qui ont été volées par la population qui s'était rassemblée pour aider à maîtriser les flammes, mais qui s'est transformé en voleurs.

[rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro]- Deux crânes humains ont été découverts ce mardi matin à l'aéroport international de Bujumbura dans un colis à destination de la Thaïlande. Selon des informations recueillies au préalable de l'autorité de l'aviation civile, alors que les agents de ce service procédaient à la vérification de la régularité et des colis au moyen de la radioscopie aux rayons X, il s'est remarqué qu'un de ces colis en provenance de la poste nationale du Burundi contenait deux crânes frais. Le directeur général de l'aviation civile fait savoir que la police a commencé des enquêtes tout en ne voulant pas révéler les noms des expéditeur et destinataires de ce colis puisque selon Albert Maniratanga, la police devra d'abord terminer ses investigations.

[rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro]- Une personne a été tuée sur la colline Rutumo de la zone Minago en commune de Rumonge de la province Bururi la nuit de ce lundi à mardi. Selon des sources sur place, il était vers 20h quand un groupe de personnes non encore identifiées ont lancé une grenade à travers la fenêtre de la chambre à coucher de la victime. Cette dernière n'a pas eu le temps de bouger et a été tuée sur place. Les autorités policières et administratives font savoir que des enquêtes ont été initiées ces autorités privilégient la voie des conflits liés à la sorcellerie. Les associations de défense des droits de l'homme trouvent quant à elles que la situation devient de plus en plus alarmante puisque des cas d'assassinat se font parler d'eux dans ces derniers jours dans cette localité. Elles demandent de traiter ces cas avec prudence puisque selon elles, il s'agit avant tout que derrière ces assassinats, il se cache des mobiles politiques ou fonciers.

[rtnb/bonesha/rpa] Justice - Comparution d'Edouard Misago devant la chambre de conseil du tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura ce lundi. Ce membre du FNL proche d'Agathon Rwasa avait été arrêté et incarcéré dans la prison de Muramvya il y a trois semaines. Accusé de s'être évadé de la prison centrale de Mpimba, il s'agissait de statuer sur sa libération ou pas. Son avocat précise qu'il ne s'est jamais évadé de la prison mais qu'il a gagné le procès et que par conséquent n'y a aucune raison de le maintenir en détention. Maître Alexis Nduwimana demande tout simplement aux juges de lire la loi et de procéder à la libération de son client.

[rpa/isanganiro]- Le constitutionnaliste Pascal Rwankara trouve que les juges ont bel et bien le droit de former des syndicats et de faire la grève au moment opportun afin de faire valoir leurs droits. Selon lui, la révision de la constitution planifiée par le gouvernement ne peut en aucun cas violer ce droit des magistrats. Il trouve par ailleurs que cette révision devrait impliquer tout le monde afin mettre sur pied un texte à la grande satisfaction de la majorité. Il trouve aussi que si le gouvernement n'écoute pas les autres points de vue, il y aura risque que d'autres lois se retrouvent contraires à la constitution. Il donne l'exemple de la loi électorale qui doit être révisée mais qui, normalement, doit rester conforme à la constitution.

[rpa]- Arrestation ce lundi soir de 4 juges et 2 greffiers du tribunal de résidence de Butihinda de la province de Muyinga par le procureur de la république précédés de la cour d'appel. Selon des sources sur place, c'est Gamaliel Nkurunziza qui est allé en personne arrêter ces juges et greffiers à leur travail et les a conduits au parquet précédés de la cour d'appel de Ngozi pour y être interrogés. Précédés, ils ont été vers 21h de ce lundi même, conduits à la prison centrale de Ngozi. Le procureur fait savoir que des soupçons de corruption pèsent sur eux puisque c'est la population à qui des pots de vins ont été demandés et dont certains auraient même déjoué l'interrogatoire qui ont requis l'intervention des autorités hiérarchiques de ces juges. Il a ajouté que des poursuites continuent et qu'en attendant, d'autres juges et greffiers devront être envoyés au tribunal de résidence de Butihinda que ce dernier continue à assurer sa mission. Les accusés nient toutes ces allégations. Selon eux, il s'agit plutôt d'un montage orchestré par le juge président de leur tribunal afin de masquer les fautes dont ils l'accusent souvent.

[rtnb/bonesha/isanganiro] Sport - Déroulement d'une course en voitures depuis samedi de la semaine dernière dans la commune et province Ngozi. Sur une distance de 180km dans la zone Vyegwa, 12 coureurs dont 6 burundais et 6 rwandais avaient commencé la course, mais 9 seulement ont pu la terminer. La course s'est globalement bien déroulée à la grande satisfaction des participantes et des spectateurs. La première place a été remportée par un burundais du nom de Valéry Bukera qui a été suivi de deux rwandais. Le vainqueur a remercié les organisateurs de cette course. Il a profité de cette occasion pour demander au gouvernement burundais d'accorder des exonérations aux coureurs en voiture afin qu'ils puissent faire entrer le matériel dont ils ont besoin tout en disant qu'il est trop cher. Les participants venus de Rwanda ont aussi exprimé leur satisfaction quant à l'organisation de cette course.

[rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro] Gouvernance - L'OLUCOME dénonce une mauvaise gouvernance qui caractérise le service de la présidence de la République. Selon le président de cette organisation, le service de la présidence a demandé à Air Burundi de faire des enquêtes sur des missions à l'étranger qui sont données à certaines personnes et qui voyagent sur les fonds publics alors qu'ils se rendent en mission privée. Il demande que cela s'arrête et exige des investigations dans d'autres domaines comme les deux vice-présidences et le parlement afin de couper court avec ces pratiques qui causent des pertes au pays. A ce propos, le directeur général d'Air Burundi a animé une conférence de presse ce mardi pour expliquer le rapport provisoire que la commission mise sur pied dans cette perspective a rendu public. Il constate que ce n'est pas le service de la présidence qui est impliqué, mais certains de ses cadres en complicité avec certains autres agents de Air Burundi.

[rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro]